

Maintenant, tout de suite, il faut UN RÉFÉRENDUM CONTRE LE TRAITÉ DE LISBONNE

LE 13 juin 2008, le peuple irlandais, consulté par référendum, a dit non au traité de Lisbonne. La classe ouvrière des villes a, avec les travailleurs des campagnes irlandaises, entraîné une partie des classes moyennes et assuré une nette victoire du non.

Ils ont bravé les accusations haineuses et méprisantes « d'ingratitude » lancées par Bruxelles.

Ils ont manifesté leur souveraineté en disant non à Bruxelles, à ses institutions, à ses diktats et à sa Banque centrale, qui sont en train de dévaster tous les pays d'Europe. Ils ont dit à voix haute, au nom de tout un peuple, ce que les pêcheurs français, espagnols et portugais n'ont cessé de scander dans la rue ces dernières semaines : « *Stop à la dictature européenne !* »

Ils ont prolongé le vote non à la Constitution européenne des peuples français et néerlandais lors des référendums des 29 mai et 1^{er} juin 2005.

Ils ont confirmé le rejet grandissant de tous les peuples d'Europe contre l'Union européenne, qui orchestre dans chaque pays : délocalisations, privatisations, destruction des systèmes scolaires, des systèmes de santé et de protection sociale...

Ils ont confirmé la résistance qui gagne, secteur après secteur, les couches de la population et provoque une crise des sommets confrontés à un isolement grandissant.

A peine le vote non du peuple irlandais – seul peuple à avoir été consulté parmi les 27 membres de l'Union européenne – était-il connu que les

sommets de l'Union européenne, les Barroso, Sarkozy, Merkel, Brown..., annonçaient qu'il fallait aller jusqu'au bout.

Non seulement ces chefs d'Etat et de gouvernement se sont opposés par tous les moyens à ce que les peuples soient consultés sur le nouveau traité – tout particulièrement les peuples français et néerlandais, qui avaient déjà dit non à la Constitution européenne –, mais, lorsque le peuple irlandais se prononce sans ambiguïté, ils voudraient effacer sa décision et passer outre.

Ils ont bafoué la démocratie et la souveraineté des peuples grâce à ces institutions supranationales dénuées de toute légitimité.

Chaque jour qui passe, les directives européennes précipitent un nombre croissant de travailleurs et de jeunes dans la précarité et la misère.

Il y a urgence

La démocratie exige :

– qu'on annule la honteuse décision consensuelle prise par le Parlement français de ratifier le traité de Lisbonne ;

– que le peuple, seul habilité à le faire, se prononce par référendum pour dire non au traité.

Le Parti ouvrier indépendant s'adresse à tous les militants ouvriers et aux responsables des partis qui affirment représenter la défense des intérêts ouvriers et de la démocratie pour leur proposer de mener en commun la bataille pour arracher la convocation d'un référendum dans ce pays.

**Nous soussignés, exigeons que soit organisé un référendum
Pour que le peuple français dise NON au traité de Lisbonne**

Nom, prénom	Adresse	Signature	Soutien financier